

Communiqué de presse du Parlement européen sur la réélection du président de la Commission (17 septembre 2009)

Légende: Le 17 septembre 2009, le Parlement européen approuve la nomination de José Manuel Barroso pour un second mandat quinquennal en tant que président de la Commission.

Source: Union européenne – Europarl – Communiqué de presse – Les députés reconduisent José Manuel Barroso à la présidence de la Commission[EN LIGNE]. [Bruxelles]: Parlement européen, [01.03.2010].
<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//NONSGML+IM-PRESS+20090911IPR60583+0+DOC+PDF+Vo//FR&language=FR>.

Copyright: (c) Parlement européen

URL:

http://www.cvce.eu/obj/communique_de_presse_du_parlement_europeen_sur_la_re_election_du_president_de_la_commission_17_septembre_2009-fr-1b9cd936-0794-46af-aa34-4b23e08b7226.html



Date de dernière mise à jour: 26/08/2016



Les députés reconduisent José Manuel Barroso à la présidence de la Commission

Par un vote à bulletin secret mercredi, le Parlement européen a approuvé la nomination de José Manuel Barroso pour un second mandat quinquennal en tant que Président de la Commission européenne.

M. Barroso a été réélu par 382 voix pour, 219 voix contre et 117 abstentions. Cette approbation a requis une majorité simple des votes exprimés, étant donné que le vote intervient en vertu des règles du traité de Nice. Les abstentions ne comptent pas.

"C'est un bon résultat pour l'Europe", a déclaré le Président du PE, Jerzy Buzek, en félicitant M. Barroso. Et de poursuivre: "Nous ne sommes plus dans un vide politique et le président Barroso peut commencer à mettre en place son programme détaillé et son équipe de commissaires. Le Parlement européen a montré qu'il a "un vrai pouvoir".

Le Président de la Commission, José Manuel Barroso, a exprimé ses remerciements chaleureux au Parlement pour sa "très grande confiance". Il a ajouté: "ce signal du Parlement européen montre qu'il est pleinement impliqué dans le programme que j'ambitionne pour les cinq prochaines années ... Je veux travailler avec tous les groupes politiques qui ont souscrit à ce programme".

Résultats des votes précédents pour les Présidents de la Commission:

22 juillet 2004 : José Manuel Barroso : 413–251–44;
5 mai 1999 : Romano Prodi: 392–72–41;
21 juillet 1994: Jacques Santer: 260–238–23.

Ultime plaidoirie de José Manuel Barroso pour la présidence de la Commission

Le Parlement a débattu, mardi, de la déclaration d'intention donnée par José-Manuel Barroso, à la veille du vote sur sa reconduction en tant que Président de la Commission européenne. Les différents groupes politiques lui ont manifesté leur soutien ou leur manque de confiance.

M. Barroso avait présenté la semaine dernière aux différents groupes politiques son programme pour le prochain quinquennat. Aujourd'hui, devant l'Assemblée plénière réunie à Strasbourg, le Président-désigné de la Commission a exposé sa vision politique pour une relance européenne basée sur une économie sociale de marché.

"Je m'engage à combattre le dumping social" a-t-il dit, annonçant une révision de la directive sur le temps de travail. Il a également promis des initiatives pour s'attaquer à l'inégalité salariale entre hommes et femmes. Sur la question du budget européen, M. Barroso a proposé "une approche basée sur la solidarité". Il a insisté pour que l'UE se dote d'un moyen de financement de ses politiques "plus transparent et plus efficace".

Communiqué de presse

M. Barroso a également annoncé des changements à la structure de la Commission : il propose de créer des nouveaux portefeuilles pour la justice, les droits fondamentaux et les libertés civiles, pour les affaires intérieures et la migration, pour l'action sur le changement climatique, ainsi qu'un poste de "conseiller scientifique pour la recherche et l'innovation".

Interventions des Présidents des groupes politiques

Le président du groupe PPE, Joseph DAUL (FR), a confirmé que son groupe soutiendrait la candidature de M. Barroso, mais il a averti : "ce ne sera pas un chèque en blanc et l'action de la Commission devra être conforme à nos attentes". Il a également demandé à M. Barroso de ne pas perdre de temps dans la mise en place d'un nouveau collège de commissaires. Les citoyens de l'Europe se sont prononcés en juin en faveur du PPE qui soutient M. Barroso, parce qu'il a prouvé qu'il était un candidat de haut niveau, a-t-il rappelé.

Martin SCHULZ (DE) a exprimé son manque de confiance en M. Barroso et a dit que les Sociaux et Démocrates ne soutenaient pas sa nomination, bien qu'il ait précisé que son groupe devait encore se réunir dans la soirée afin d'adopter une position finale. "L'Europe doit changer de cap" et M. Barroso sera jugé sur sa capacité à mener le changement", a estimé M. Schulz. De nouvelles réglementations européennes devront être proposées, notamment dans le secteur des services publics, a-t-il demandé. "Il s'agit d'un programme pour l'Europe : nous ne pouvons réduire l'UE à un seul homme."

Guy VERHOFSTADT (BE) a expliqué que le groupe ADLE appuierait la candidature de M. Barroso car il a fourni une réponse à ses demandes spécifiques d'un plan commun destiné à assainir, évaluer et superviser le système bancaire. "Certains groupes ne sont pas convaincus par les lignes directrices de M. Barroso, mais nous avons la responsabilité de prendre une décision finale dès que possible".

"Les Verts/Alliance Libre Européenne n'ont pas confiance en vous", a claironné Daniel COHN-BENDIT (FR), "nous méritons quelqu'un de mieux que vous". M. Cohn-Bendit a demandé le report du vote afin de prendre en compte le résultat du référendum irlandais sur le Traité de Lisbonne : "si les Irlandais disent "oui", nous aurons alors une nouvelle situation", a-t-il dit, faisant référence aux nouvelles règles prévues par le Traité de Lisbonne sur l'approbation du Président de la Commission.

Michał Tomasz KAMINSKI, (PL) au nom du CRE, a exprimé son soutien à la nomination du Président-désigné Barroso. "Il y a de nombreuses questions pour lesquelles nous sommes en désaccord avec M. Barroso, par exemple le traité de Lisbonne, mais il est contre l'égoïsme national et c'est pourquoi nous le soutenons."

Lothar BISKY (DE) du groupe GUE/NGL a estimé que M. Barroso n'était pas le bon candidat pour une "Europe sociale, pacifique et écologique".

Selon Nigel FARAGE (UK), président du groupe ELD, le PE "ne devrait pas se prononcer sur la candidature de M. Barroso, tant que le peuple irlandais n'aura pas adopté le traité de Lisbonne".

Krisztina MORVAI (HU, NI) a défendu le besoin d'un "changement fondamental" en Europe en insistant particulièrement sur la nécessité de promouvoir les droits fondamentaux.

Conseil

Cecilia MALMSTRÖM, s'exprimant au nom du Conseil de l'Union, a souligné que M. Barroso faisait l'unanimité auprès des 27 chefs d'états et de gouvernements, quelle que soit leur appartenance politique. La nécessité de doter l'effectif européen de "stabilité" et de "certitude" justifie pleinement la reconduction de M. Barroso, a conclu la Ministre.

Interventions des députés français

"Les institutions ne permettent pas à la gauche de présenter un candidat" a déploré Jean-Luc Mélenchon (GUE). Cette situation "nie l'existence d'une large opinion européenne totalement opposée au modèle de construction libérale de l'Europe que vous incarnez" (...)

Communiqué de presse

qui "a transformé le rêve d'une Europe protectrice en une machine à détruire nos droits sociaux, nos industries nationales et qui dresse les peuples les uns contre les autres" (...), raison pour laquelle, "notre délégation vous refuse ses suffrages".

Selon Marielle de Sarnez (ADLE), la Commission n'a pas su utiliser les pouvoirs que les traités lui confèrent. "L'Europe a besoin de vision et de réponses nouvelles, en matière économique, en matière de régulation et en matière sociale. Nous avons besoin d'une Commission qui puisse renouer avec l'intérêt général européen". Mme de Sarnez a avancé l'idée d'une caisse d'épargne européenne pour soutenir les petites et moyennes entreprises dans les secteurs stratégiques.

"Je ne voterai pas pour vous demain : candidat de la droite, vous ne portez pas un projet de conversion écologique et sociale de l'Europe", a affirmé Hélène Flautre, (Verts/ALE). Elle a évoqué la responsabilité de Jose Manuel Barroso - alors Premier ministre du Portugal de 2002 à 2004 - dans les vols secrets de la CIA qui ont "transféré 728 personnes à Guantanamo en passant par l'espace portugais". Et de conclure : "je ne peux pas vous croire, Monsieur Barroso, quand vous faites des déclamations sur l'Europe championne des droits de l'homme. Moi j'attends de vous, de reconnaître vos responsabilités dans cet acte grave qui est une zone d'ombre sur les valeurs européennes."

Les socialistes français ne sont pas convaincus "d'un projet dans lequel vous êtes aussi généreux dans la parole que général dans le propos", a souligné Catherine Trautmann (PSE). Elle a rappelé qu'ils ont préconisé d'attendre le vote des Irlandais avant de se prononcer sur cette candidature. Et d'ajouter : "la réponse n'est pas à la hauteur de l'attente des citoyens qui souffrent de la crise sans précédent, (...) qui tue des centaines de milliers d'emplois et conduit à "25 millions d'Européens chômeurs ou travailleurs pauvres à l'horizon 2010". La députée a conclu : "par cohérence politique et par respect envers nos électeurs, nous vous refuserons nos voix".

Michel Barnier (PPE) a assuré de sa confiance, pour le vote de demain "qui sera très clair". Il a évoqué "la cohérence démocratique" citant le choix unanimes des 27 chefs d'État et de gouvernement, le vote des citoyens et le "dialogue exigeant, sincère, sans complaisance avec le Parlement" des dernières semaines. En outre, il a plaidé pour la ratification du traité de Lisbonne et une Commission forte "qui soit en ordre de marche face à la crise économique, financière, alimentaire et écologique la plus grave". La Commission doit tirer les leçons de la crise en termes de gouvernance, de régulation, d'innovation ou de politiques nouvelles. Et de conclure : "voilà, pourquoi nous sommes prêts, demain, à signer le contrat de confiance avec vous".

Sophie Briard Auconie (PPE) s'est réjouie de l'ambition du programme "pour une Europe (...) conquérante, solidaire et protectrice" concernant des politiques majeures comme la politique économique, le plan de relance, la cohésion sociale, la politique de l'environnement, les projets à destination de la jeunesse, le renforcement de la défense européenne et le maintien d'une politique agricole "forte et soutenue". Elle s'est toutefois interrogée sur "les capacités financières de l'Union européenne par rapport à l'ensemble de vos projets" plaidant "pour un budget communautaire correspondant aux besoins de l'action européenne".

Pour Damien Abad (PPE), l'UE a autant besoin d'une politique de cohésion régionale, écologique et agricole que d'une politique de concurrence. "Nous avons besoin d'une Commission forte qui propose et innove et soit le moteur de la construction européenne". "M. Barroso, je vous demande de mettre en place une politique volontariste en faveur de nos industries et de nos régions", a-t-il insisté, estimant que "la Commission doit concilier l'économie de marché avec une exigence de solidarité entre les Etats membres, les régions et les générations".

Contact :

Sanna KANGASHARJU

E-mail: sanna.kangasharju@europarl.europa.eu

BXL: +32 2 284 1498

STR: +33 3 8817 3612

PORT: +32 498 983 386

20090911IPR60583 - 3/4

Communiqué de presse

Francois ARNAUD

BXL: (32-2) 28 32379

STR: (33-3) 881 74005

PORT: (32) 498.983.283

EMAIL: francois.arnaud@europarl.europa.eu

Fabienne GUTMANN-VORMUS

E-mail: fabienne.gutmann@europarl.europa.eu

BXL: (32-2) 28 40650

STR: (33-3) 881 72649

PORT: (+32) 498 98 33 29